

RÉFLEXIONS

Le débat



LA RUSSIE A-T-ELLE LES MOYENS DE SES AMBITIONS ?

Crispé sur sa sécurité et encore trop dépendant de la rente énergétique, le pays pourrait se tourner vers l'Asie. Au risque de se couper de l'Europe, son partenaire en politique et en affaires. Les avis divergents de Jacques Sapir et de Thomas Gomart.

LES PROTAGONISTES

Jacques Sapir. Directeur d'études à l'EHESS. Cet économiste - classé à gauche - spécialiste de la Russie et des questions monétaires a publié, entre autres, *Le Krach russe*, en 1998, et *La Transition russe, vingt ans après* (éditions des Syrtes), en collaboration avec Victor V. Ivanter, Alexandre D. Nékipelov et Dmitri B. Kovalin, en 2012.

Thomas Gomart. Directeur du développement stratégique de l'Ifri (Institut français des relations internationales), cet historien est spécialiste des questions civilo-militaires, des interactions entre les politiques étrangères et énergétiques, ainsi que du *nation branding*. A paraître : « Crimée : retour du passé et fuite en avant », *Revue des Deux Mondes* (juin 2014).

Alors que le pays menace de retomber en récession, la Russie peut-elle encore être qualifiée d'économie émergente ? Vladimir Poutine a-t-il échoué à diversifier son économie, qui repose surtout sur la rente énergétique ?

Jacques Sapir. L'expression d'économie émergente est inadaptée en ce qui concerne la Russie. Ce pays a toujours un énorme rattrapage à effectuer par rapport aux grands pays développés. Il paie le prix de la décennie perdue lors de la transition, de 1991 à 1998. Il s'agit donc toujours d'une économie en développement et en reconstruction. A-t-il trouvé un point d'équilibre dans son modèle de développement ? La question est complexe. Sur les cent cinquante dernières années, la Russie a toujours été exportatrice de matières premières : du beurre, du lait, du blé avant 1914. Aujourd'hui, elle exporte des hydrocarbures, du bois, des métaux, et elle développe une industrie extrêmement dynamique pour servir essentiellement son marché intérieur. Il y a donc une grande similitude entre le modèle de développement d'avant la Première Guerre mondiale et celui mis en place dès 2004-2005, à la suite du rétablissement post-crise financière de



1998. Contrairement à ce que l'on dit, la diversification de l'économie russe est en marche. En revanche, elle ne sert que le marché russe et ses satellites, la Biélorussie ou les républiques d'Asie centrale. Mais, dans l'automobile ou dans les biens de consommation, de nombreuses entreprises occidentales et asiatiques y développent une activité. On voit donc se reproduire ce qui était le modèle de la Russie d'avant 1914. Il existe d'ailleurs un très beau texte de Sergueï Witte, le ministre des Finances de Nicolas II, dans lequel il explique au tsar que les droits de douane doivent être suffisamment élevés pour obliger les entreprises occidentales à s'installer en Russie afin de faire travailler la main-d'œuvre russe et d'apporter de la technologie.

Thomas Gomart. Je suis moins optimiste que vous. Le maître mot, c'est la puissance. Et la Russie est une puissance « réémergente », qui a toujours accordé la priorité à la « chose militaire ». Ce qui anime les élites russes, c'est l'autonomie stratégique, la capacité de modifier son environnement régional et de choisir ses partenaires, notamment industriels. Or l'économie russe demeure fondamentalement une économie de rente. Il faut comprendre les conséquences psychologiques de sa trajectoire récente. Le pays fait défaut en 1998 ; seize ans plus tard, il dispose des quatrièmes réserves de change de la planète. De ce point de vue, le redressement est spectaculaire. Cependant, en volume, en 1991, l'économie russe pèse quasiment autant que la Chine. Le rapport est de un à quatre aujourd'hui. Certes, la Russie conserve

des niches technologiques de haute valeur (nucléaire, aéronautique, spatial, armement), mais son industrie manufacturière souffre d'un énorme problème de compétitivité ; c'est pour cela qu'elle se concentre sur son marché intérieur. A cela s'ajoutent des faiblesses structurelles en termes d'organisation ou de marketing. La diversification de l'économie ne doit donc pas être surestimée. Elle demeure un objectif politique. En 2012, Poutine a fixé deux priorités : augmenter la productivité et accélérer la diversification de l'économie. La dépendance à la rente a été qualifiée d'humiliante par le Premier ministre Dmitri Medvedev. Nous sommes donc face à un modèle très particulier, d'autant plus que la Russie est un pays-continent qui n'a jamais vraiment maîtrisé son territoire. Un pays qui va continuer à tabler sur la mise en valeur de ses ressources pétrolières, gazières, minières, tout en cherchant à développer une industrie pour son marché intérieur. Mais, pour ce faire, il a un besoin criant de technologie et d'organisation...

La Russie peut-elle devenir une grande puissance industrielle exportatrice dans la décennie qui vient ?

Jacques Sapir. Evidemment. Et les chiffres sont là pour le prouver. Aujourd'hui, c'est l'industrie, et non le secteur des matières premières, qui tire la croissance. Mais la Russie a connu huit années, entre 1991 et 1998, où l'industrie a été presque détruite. Elle redémarre en partant d'une situation bien plus dégradée qu'en 1991 ! Contrairement à ce que vous

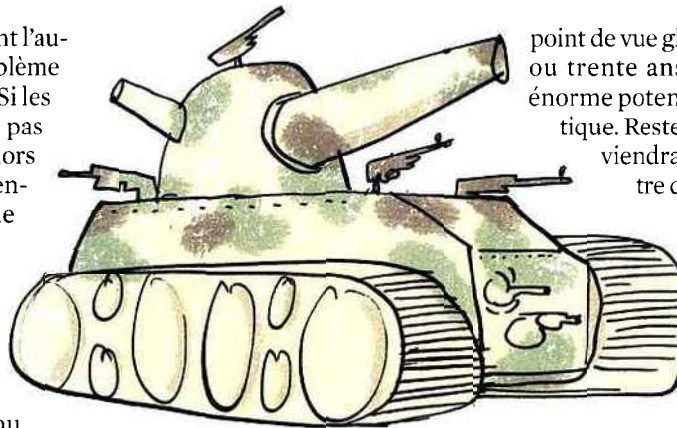
Le débat

LA RUSSIE A-T-ELLE LES MOYENS DE SES AMBITIONS ?

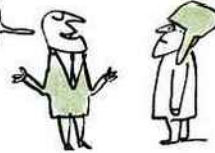
dit, l'industrie russe, notamment l'automobile, ne souffre pas d'un problème de compétitivité internationale. Si les voitures russes ne se retrouvent pas sur les marchés internationaux alors qu'elles seraient parfaitement vendables, c'est parce que la force de la consommation interne épuise les capacités de production. L'automobile russe est compétitive, et, dans l'aéronautique et le spatial, il y a un fort potentiel. Les constructeurs installés en Russie, comme Toyota ou Renault Nissan, vous disent tous que d'ici

cinq à six ans la production automobile russe devrait atteindre 2,5 à 3,5 millions de voitures par an, contre 1,7 million aujourd'hui. A l'horizon des dix ans, la Russie sera donc un exportateur mondial de premier rang. Derrière ce décollage, vous avez des gains de productivité considérables, de l'ordre de 5 à 6 % par an depuis 2004 (contre 3 % dans les bonnes années en France). Mais la Russie doit faire face à un taux de change surévalué, lié à l'excédent de sa balance commerciale, lui-même induit par les exportations d'hydrocarbures. De ce point de vue, la dépréciation du rouble depuis le début de l'année est une excellente nouvelle. Là où je vous rejoins, c'est sur le besoin du pays en technologie et en organisation. Autant certaines entreprises se sont modernisées, autant beaucoup d'autres restent dans des formes de gestion industrielle des années 60 ou 70. C'est pour cela que la Russie a besoin de contacts et d'échanges avec l'extérieur.

Thomas Gomart. Là encore, j'ai du mal à partager votre optimisme sur l'état de l'appareil de production. Je n'observe aucune grande réussite industrielle depuis 1998 qui soit basée sur de l'innovation. Certes, il existe de réels succès industriels dus à des partenariats réussis avec de grands groupes occidentaux, notamment dans l'automobile, mais les *success stories* entrepreneuriales sont rares. L'économie souffre toujours du rapport incestueux entre l'Etat et les groupes russes qui dominent le tissu économique. Nous sommes en présence d'un système qui, depuis 1991, n'a pas réussi à séparer les pouvoirs. Les collusions entre intérêts privés et publics freinent le développement du pays. D'un



... ET C'EST TRÈS FACILE À GÉRER !



point de vue global, si l'on raisonne à vingt ou trente ans, la Russie dispose d'un énorme potentiel, en particulier énergétique. Reste à savoir comment elle parviendra à en tirer profit. Or la fenêtre d'opportunité dont la Russie a bénéficié depuis 1999, à la faveur de l'envolée des prix des matières premières, est en train de se refermer. L'élite au pouvoir privilégie une politique de puissance et de prestige plutôt que la

modernisation et des réformes structurelles. Nous sommes à un point où le système Poutine – en raison de sa stagnation et des protestations politiques – doit se réinventer. Il le fait en jouant sur la corde nationaliste et en voulant renationaliser ses élites économiques. Son discours sur l'autonomie stratégique se transforme en discours d'autarcie. C'est inquiétant, et cela pourrait aussi correspondre à une nouvelle occasion manquée en termes de développement. L'histoire russe n'en manque pas.

modernisation et des réformes structurelles. Nous sommes à un point où le système Poutine – en raison de sa stagnation et des protestations politiques – doit se réinventer. Il le fait en jouant sur la corde nationaliste et en voulant renationaliser ses élites économiques. Son discours sur l'autonomie stratégique se transforme en discours d'autarcie. C'est inquiétant, et cela pourrait aussi correspondre à une nouvelle occasion manquée en termes de développement. L'histoire russe n'en manque pas.

Avec la crise ukrainienne, la Russie peut-elle se permettre, économiquement, de voir ses relations avec l'Europe se dégrader ? Et peut-elle se passer de l'Europe ?

Thomas Gomart. La Russie pense fondamentalement qu'elle est en meilleure position que l'Union européenne ; d'une certaine manière, elle anticipe une explosion de cette dernière et l'avènement d'un monde de plus en plus brutal. Dans ce contexte, elle a adopté une logique hobbesienne. Elle se dit : nous avons des ressources, nous avons une identité nationale très forte, l'Union européenne va exploser, les Etats-Unis sont sur un déclin irréversible. Le monde est en cours accéléré de « désoccidentalisation » ; il nous faut accompagner ce mouvement en intensifiant notre redéploiement vers l'Asie-Pacifique. Or la crise ukrainienne montre à quel point la Russie considère que sa sécurité se joue sur son flanc européen. En outre, 55 % des exportations du pays sont à destination de l'Union européenne, et la population russe

« Les sanctions contre la Russie sont contre-productives. Les mesures prises par les Etats-Unis ne feront ainsi qu'accélérer son basculement vers l'Asie et la Chine et n'aideront pas à stabiliser la situation. » JACQUES SAPIR



« La Russie pense qu'elle est en meilleure position que l'UE ; d'une certaine manière, elle anticipe une explosion de cette dernière et l'avènement d'un monde de plus en plus brutal. »

THOMAS GOMART

aspire à un mode de vie de type européen, fondé sur un Etat fournisseur de prestations sociales.

Jacques Sapir. Cette vision de la représentation du monde en Russie est fautive. Il y a aujourd'hui à Moscou un vrai débat pour savoir si l'avenir de la Russie se situe en Europe ou en Extrême-Orient. On pourrait avoir une ouverture vers l'Extrême-Orient et, en même temps, une fermeture vis-à-vis de l'Europe. Historiquement, la Russie n'a jamais vécu en autarcie. Même aux pires moments du stalinisme, dans les années 30, la Russie avait des contacts très étroits avec les Etats-Unis, puis avec l'Allemagne nazie. Cependant, il y a toujours l'idée que c'est à elle de choisir ses partenaires.

Thomas Gomart. Ce débat sur la réorientation de la Russie vers l'Extrême-Orient est en partie « construit » à destination des Européens, pour souligner leur marginalisation progressive. Il n'en demeure pas moins que la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la Russie. Celle-ci considère que la première partie de ce XXI^e siècle se jouera entre elle, la Chine et les Etats-Unis.

De la même façon, l'Europe peut-elle prendre le risque d'un bras de fer économique avec la Russie ?

Thomas Gomart. L'Europe ne peut pas se passer de la Russie à court et moyen terme. A partir de 2015, l'Union européenne aura achevé la libéralisation de son marché gazier et deviendra de facto le principal importateur mondial d'hydrocarbures. Même si on croit aux vertus de la transition énergétique ou à des importations massives de gaz naturel liquéfié (GNL), qui entraîneraient une forte augmentation des coûts, l'Europe aura toujours besoin de la Russie comme marché (c'est le troisième partenaire commercial de l'UE) et fournisseur de gaz, de pétrole, de charbon et de produits miniers. Enfin et surtout, il n'y a pas de stabilisation du continent européen possible sans entente avec Moscou.

Il faut travailler à un cadre de sécurité qui rende la Russie plus prévisible. L'annexion de la Crimée et le séparatisme dans l'est de l'Ukraine sont anachroniques, mais traduisent les appréhensions de la Russie vis-à-vis des structures euro-atlantiques. Pour sortir de la crise, nous devons prendre acte de notre échec politique à ancrer la Russie en Europe. Il faut trouver de nouvelles logiques de stabilisation de l'espace eurasiatique.

Jacques Sapir. Je partage cette opinion sur la dépendance énergétique. Mais l'Europe dépend aussi de la consommation russe. La Russie reste un marché pour les producteurs européens. Les entreprises allemandes sont d'ailleurs très inquiètes car, si les Russes achètent des machines-outils aux Japonais, ils ne les achèteront plus aux Allemands. C'est l'une des raisons de la pression des industriels sur Angela Merkel à propos de la crise ukrainienne. J'ajouterai qu'il y a une politique russe discrète mais très efficace vis-à-vis de l'Inde et de l'Afrique subsaharienne. Une bonne partie de la logistique de l'opération française au Mali est assurée par des avions russes. Là aussi, nous sommes dépendants.

Les sanctions à l'égard de la Russie sont-elles efficaces ?

Thomas Gomart. Le pouvoir russe actuel s'est construit par la chose militaire. Or les Etats-Unis et l'UE punissent les « responsables » russes comme des enfants. C'est inadapté politiquement par rapport à l'enjeu, qui est le démantèlement en cours de l'ordre de sécurité en Europe. C'est inadapté psychologiquement au regard de l'état d'esprit qui règne à Moscou. Enfin, c'est inadapté économiquement, car cela va pénaliser les Européens, davantage que les Américains. Faire de la Russie un nouvel Iran serait une erreur fondamentale. Penser qu'on est revenu au *business as usual* aussi. Les Européens doivent comprendre que l'attitude de la Russie est annonciatrice d'autres comportements agressifs ; il leur faut retrouver une crédibilité militaire pour calmer Moscou et prendre au sérieux leur sécurité.

Jacques Sapir. Ces sanctions sont évidemment contre-productives. D'ailleurs, l'Europe ne parle plus d'une seule voix. Entre l'Europe du Nord, qui pousse à l'affrontement, la Bulgarie, la Hongrie et la Slovaquie, qui ne veulent pas de conflit, et enfin le noyau historique, avec la France et l'Allemagne, qui tergiverse, où est l'unité européenne ? Ajoutons que les sanctions prises par les Etats-Unis ne feront qu'accélérer le basculement de la Russie vers l'Asie et la Chine. Finalement, elles sont totalement inadaptées, car nous avons besoin de la Russie, économiquement mais aussi politiquement. Punir ce pays n'est pas une réponse de nature à stabiliser la situation, mais va dégrader encore plus notre position.

© PROPOS RECUEILLIS PAR BÉATRICE MATHIEU

